

Alice Ganguillet

**REPORTERS
SANS FRONTIERES**
POUR LA LIBERTE DE L'INFORMATION

Déclaration orale – EPU de l'Azerbaïdjan

Depuis la contribution commune soumise en octobre dernier par RSF et 15 autres organisations la situation de la liberté de l'information dans ce pays continue de se dégrader de manière constante. A quelques semaines de l'élection présidentielle du 9 octobre, la situation est aujourd'hui critique.

Voici quelques exemples récents (quelques-uns seulement) qui en témoignent :

- Condamnation du journaliste Avaz Zeynalli à 9 ans de prison en mars 2013 ; poursuite de nombreux autres procès contre des journalistes et blogueurs.
- Regain de pression contre les médias indépendants et d'opposition : gel des comptes bancaires du principal journal d'opposition, *Azadlig* ; brouillage régulier des émissions indépendantes diffusées de l'étranger par satellite ; menaces physiques contre les collaborateurs de *Radio Azadlig* ; reprise de la campagne calomnieuse contre la journaliste d'investigation Khadija Ismailova.
- Adoption de nouvelles lois liberticides, dont la pénalisation de la diffamation sur les réseaux sociaux, passible d'une peine aggravée de trois ans d'emprisonnement. Dès le 14 août 2013, Mikail Talybov a été condamné à un an de travaux d'intérêt général sur ce fondement.
- Publication par le ministère des Affaires étrangères d'une liste noire de personnalités interdites de séjour en Azerbaïdjan, dont une cinquantaine de journalistes (début août 2013).

Loin d'avoir satisfait aux recommandations qu'il avait acceptées lors du premier cycle de l'examen périodique universel, l'Azerbaïdjan continue de violer ses obligations internationales en restreignant encore davantage le champ de la liberté de l'information. Le pays est aujourd'hui placé à la 156^e place sur 179 dans le dernier classement mondial de la liberté de la presse publié par RSF.

Nous appelons instamment l'Azerbaïdjan à accepter les recommandations de 109.105 à 109.130, relatives à la liberté d'expression. Nous encourageons également les Etats membres des Nations unies à mettre Bakou face à ses responsabilités vis-à-vis des engagements pris.